



Le Rappel du *Morbihan*

Journal de la Fédération du Parti Socialiste - www.ps56.fr

n°172



- p. 2-5 : *Vie du parti* p. 6 : Portrait d'une militante
p. 7 : Vue sur le Morbihan
p. 8-9 : Réforme des retraites et mobilisation politique
p. 10 : Le contre-budget alternatif p. 10 : Avis de décès
p. 11-16 : **DOSSIER ÉCOLOGIE**
p. 17-19 : Pages Sport p. 20-21 : Suzanne BUISSON
p. 22 : Une leçon de civisme républicain
p. 23 : Revue de tweets p. 24 : Le Cormoran

SOMMAIRE

Le sens de l'Europe

En mai prochain, les électeurs des 27 états de l'Union européenne désigneront les 705 députés qui siègeront au parlement. Un rendez-vous majeur dont on pourrait attendre qu'il occupe les esprits et les débats. Et pourtant, nous le savons, il y aura presque **immanquablement un mélange des genres** : on parlera politique intérieure, choix gouvernementaux, stratégies municipales.

On regrettera, **comme à chaque fois**, le manque d'intérêt de plus de 512 millions de citoyens pour le scrutin. On déplore la complexité de l'Union européenne, son éloignement, la logique même de sa construction.

On redira qu'on s'est trompé, qu'une monnaie commune seule ne pouvait prétendre fédérer, qu'**il aurait fallu faire autrement**. Et puis, probablement on rappellera quand même ce qu'on lui doit, à cette Union.

Et on espèrera que la légitime gratitude à l'endroit de ses fondateurs et de ceux qui l'ont fait vivre suffira à la sauver des griffes d'un populisme vorace.

Mais **rien ne serait plus dommageable que de se contenter de cette approche**. D'abord parce que ça ne suffit plus.

Les apports réels de la construction européenne n'empêchent pas aujourd'hui la quête de sens.

Ensuite parce qu'en limitant les débats à **un raccourci "pro ou anti"** nous aurions vite fait d'éteindre la voix de la Gauche, celle des sociaux démocrates.

Elle est pourtant précieuse dans l'Europe d'aujourd'hui, **cette voix qui dit la pertinence** de l'échelon européen pour relever le défi climatique, celui de la sécurité, pour protéger les droits fondamentaux des citoyens européens, pour bâtir une politique migratoire conforme à nos valeurs humanistes.

C'est le sens du travail que les socialistes ont conduit ces derniers mois et qui a permis **l'émergence d'un texte largement voté** par les militants la semaine dernière.

C'est le sens qu'il nous faut désormais donner à la campagne qui va s'ouvrir. Redonner du sens à l'Europe pour "dépasser la coalition d'Etats" et **véritablement "unir des hommes"** conformément au vœu de Jean Monnet. Oui nous avons besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de la Gauche.

Émilie DERRIAN CHATARD
Secrétaire fédérale au Projet



ÉDITORIAL



Le lundi 8 octobre dernier, Éric ANDRIEU, député européen, est venu à Lorient puis à Lanester.

Avec Maxime PICARD, il a d'abord rencontré Joël LABBÉ, sénateur du Morbihan pour échanger sur leurs combats communs, comme la lutte contre le glyphosate ou la décentralisation.

Puis, Éric ANDRIEU a été accueilli par Sophie HANSS, conseillère municipale représentant la section de Lanester, pour l'Assemblée générale fédérale.

Éric a présenté le texte " Changeons d'Europe " soumis au vote des adhérents et le cadre dans lequel il a été rédigé. Il a ensuite échangé avec les militantes et les militants sur sa vision de l'Europe et ses combats pour une agriculture de qualité.

Forough SALAMI, vice-présidente à l'Europe et à l'international à la Région Bretagne, nous a également fait l'honneur de sa venue. Elle a souligné l'attachement des Bretons à l'UE et leur faculté à vivre de manière harmonieuse leurs différentes identités : bretonne, française et européenne.



LA GAUCHE EST L'AVENIR DE L'EUROPE

RÉSULTATS - Consultation - 11 Octobre 2018

« CHANGEONS D'EUROPE »
Texte présenté par le T01 (Luc Carvouanas),
le T02 (Stéphane Le Foll), le T03 (Olivier Faure) **91,85 %**

« UNE EUROPE AU SERVICE DES PEUPLES »
Texte présenté par le T04 (Emmanuel Maurel) **5,93 %**

ABSTENTIONS **2,22 %**

RÉSULTATS NATIONAUX :

- 22 179 votants
- Blancs et nuls : 149
- Exprimés : 22 030
- **Changeons d'Europe** : 17 322 voix, soit **78,63%**
- **Une Europe au service des peuples** : 3 770 voix, soit **17,11%**
- Abstention : 938 voix, soit 4,26%



À REGARDER sur le web :
Le compte rendu
des interventions en Conseil
national, le 13 octobre

Lors de la rentrée du Bois du Château, Patricia Adam, ancienne présidente de la commission de la défense de l'Assemblée nationale et Mustapha El Kettab, responsable du Centre européen de formation continue maritime, ont animé **une conférence autour de la maritimité**. La première s'est concentrée sur les enjeux de **défense** quand le second a ciblé son propos sur la **pêche**.

Patricia ADAM a introduit son propos en précisant que la France est une puissance maritime par sa géographie, la 2^e au monde. La France est ainsi concernée par 3 zones principales : Méditerranée, Atlantique, Pacifique. Mais la loi de programmation est en baisse...

L'enjeu européen principal était la relation transatlantique car il est de plus en plus difficile d'assurer notre sécurité seuls. Un accord bilatéral existe déjà avec le Royaume-Uni. L'UE n'est pas capable aujourd'hui d'assurer elle-même les enjeux de défense dans la mesure où il n'existe pas de stratégie commune. Les autres pays se déchargent sur l'OTAN et les Américains pour leur défense.

Selon elle, l'Allemagne et la France ne partageaient pas les mêmes stratégies au début de la législature mais la crise migratoire a fait évoluer quelque peu leur analyse. Les socialistes sont parvenus à obtenir une mise en place de fonds européens pour la défense et ainsi obtenir 27 milliards sur 7 ans pour l'investissement dans la recherche, les équipements communs. Il reste maintenant à voir comment cela va se décliner.

Il y a également des enjeux spatiaux. Les Américains et les Chinois investissent énormément, cela demande des fonds très importants que la France n'a pas. Nous dépendons trop des Américains, d'où l'importance du niveau européen.

Mustapha EL KETTAB a commencé son propos en indiquant que la pêche est le seul système économique basé sur une ressource biologique renouvelable.

C'est un secteur économiquement modeste mais stratégiquement très important. À l'origine, la mer était libre et c'était la course aux poissons, seule réglementation : pêcher à 3 miles des côtes (à portée des canons). Jusqu'en 1970, la flotte était soutenue politiquement et financièrement. La France est ainsi devenue une puissance halieutique, elle a développé des flottilles à l'internationale et bénéficie des apports techniques militaires. Puis en 1970, est arrivé le droit de la mer par convention sur l'usage maritime au niveau de l'Europe. Lorsque l'Irlande et le Royaume-Uni ont négocié pour entrer dans la CEE, la France a mis tout son poids pour exiger que les eaux communautaires soient en commun au niveau de l'Europe.

Toutefois, dans les années 1990, on a assisté à une raréfaction de toutes les espèces de poisson, d'où le déclin des flottes, les grèves... Les années 2000 ont constitué un moment de réadaptation avec une gestion des ressources au quotidien. La France est aujourd'hui en 3^e position européenne après l'Espagne et le Royaume-Uni, et on assiste à une période de stabilisation. Aujourd'hui, 50% de la pêche française vient des eaux non françaises.

Mustapha El Kettab nous a également expliqué que le calcul du quota se fait de « façon historique » c'est à dire que la France obtient plus de quota car c'était la première présente. La Norvège n'a, quant à elle, jamais voulu entrer dans l'Europe car elle ne voulait pas partager ses eaux. Fatalement, le Brexit, qui va diminuer l'espace territorial, nous impactera.

Il a aussi expliqué que nous étions aujourd'hui sur des enjeux écologiques avec une mise en cause des techniques de pêche et la question de savoir si l'on doit sortir du pétrole pour la flottille.

Il a alerté également sur la perte du savoir-faire dans le domaine en notant que la relève n'était pas assurée. Ce qui est une source d'inquiétude au sein de la profession.



La section de Rianteq a organisé le samedi 22 septembre une conférence-débat sur l'Europe.

Les deux intervenants étaient **Bernard Bruneteau**, professeur de science politique à Rennes 1, auteur de *Combattre l'Europe de Lénine à Marine le Pen* et **Axel Quéval**, ancien collaborateur de Pierre Mauroy à l'internationale socialiste et ex-responsable de la mission civile de l'ONU en République Démocratique du Congo.

Gérard Ollivier a, lui, introduit le débat en observant qu'il y a aujourd'hui en Europe **quatre formes de désintégration** :

- Une désintégration de la communauté des citoyens européens qui ne sont pas satisfaits de la performance économique ;
- Une désintégration avec le *Brexit* qui amène à une redéfinition des termes du contrat ;
- Des questionnements sur l'avenir de l'Euro et sur les possibilités de renouer avec une Europe politique ;
- Et une fragmentation de certains territoires comme la Catalogne.

Il se pose donc des questions : la représentativité des citoyens, les différentes formes de démocratie, les principes budgétaires et la question de la crise migratoire.

Bernard Bruneteau note que **l'Europe questionne le civisme** et soulève des interrogations.

Qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui ? Il relève que Jacques Delors décrit cette organisation comme « *un objet politique non identifié* ». Il ajoute que d'autres traits nous éclairent sur les différentes facettes de cet « objet ».

L'idée de « fédération d'Etats-nations », tout d'abord, qui soulève **un paradoxe**. La construction européenne mène **une politique d'intégration et de coopération**. Ce qui implique des politiques communautaires. Il poursuit en affirmant que l'on entend aussi l'expression de « souverain apprivoisé ». Les États restent souverains mais l'Europe a limé les États en les insérant dans un processus. La dernière expression est un nouveau paradoxe puisque certains parlent « d'Empire démocratique ».

Selon Bernard Bruneteau, il faut aussi se demander quelle est **sa légitimité**. Si dans un premier temps son objectif est la paix, on voit bien que l'Europe a du mal à régler des conflits (ex de la Yougoslavie) et c'est davantage la Guerre Froide et l'hégémonie américaine qui ont permis la paix.

Il note toutefois que **l'Europe a créé des opportunités de modernisation et un sauvetage économique** au sortir de la guerre (avec l'aide des américains bien sûr). Il relève que l'Europe a apporté la liberté de circulation, l'euro qui a favorisé les échanges ainsi que la convention européenne des droits de l'homme.

Beaucoup parlent d'un déficit démocratique mais Bernard Bruneteau considère cela comme un mythe dans la mesure où les décennies 80-90 ont apporté de nombreuses avancées démocratiques.

D'ailleurs, **l'expression des populismes est bien une illustration de la démocratie**. En réalité, selon Bernard Bruneteau, l'Union européenne développe **une autre forme de démocratie** que celle à laquelle nous sommes habituée.

Dans ce modèle européen, **le consensus**, l'appel à l'expertise des sociétés civiles, la protection des droits individuels sont mis en avant. C'est la vision de la démocratie libérale qui n'est pas exactement celle développée en France depuis 1789 avec une sacralisation du peuple. Selon lui, cela s'explique par le fait que **les pères fondateurs de l'Europe craignaient un emballement** de la démocratie du Peuple.

Il relève toutefois qu'il n'y a **toujours pas d'Europe sociale** malgré les vœux prononcés en faveur de celle-ci et que tel n'était pas l'objectif au départ de la construction européenne.

Il note qu'il y a eu **un affrontement entre deux modèles**.

L'un voulait une Europe interventionniste, keynesienne en économie sur le modèle de l'État providence.

L'autre envisageait l'Europe comme l'organisatrice du marché sur le modèle ordolibéral allemand.

C'est cette dernière option qui l'a emporté.

Autre point, l'échec d'une Europe de défense selon lui. L'UE souffre à son avis d'une carence en termes de légitimité, dans la mesure où la menace de l'URSS n'est plus là mais aussi que la croissance des Trente Glorieuses n'est plus alors que les débuts de la construction européenne s'accompagnaient d'une croissance forte que l'Europe sut amplifier. Bernard Bruneteau a conclu en disant que **si l'on a pu voir l'URSS s'effondrer il n'y a pas de raison que cela n'arrive pas à l'Europe**.

Selon Axel Quéval, il convient de bien distinguer l'Europe par la géographie de l'Union européenne qui elle est politique.

Il faut aussi se demander ce que l'on pourrait **mettre à la place de l'UE** si elle venait à disparaître, car les sociétés ont toujours recherché depuis l'Empire Romain, une structure pour éviter

l'anarchie. Ces structures-là ne s'imposent jamais efficacement par la force, il faut tenter de mettre en place des structures consensuelles (ONU, SDN).

Selon lui, l'UE est **une tentative de mise en ordre** comme une autre.

Aujourd'hui, on observe une remise en cause des institutions internationales. Le constat est « *L'Europe ça ne va pas !* », mais attention à la réponse contraire qui relève de « l'euro béatitude », **l'Europe ne peut pas tout résoudre**.

Certains sujets doivent d'urgence devenir centraux dans les débats et les politiques menées.

Ainsi, selon lui, les problèmes liés à l'environnement ne mobilisent pas assez et pas efficacement (repenser la PAC ?), l'exemple du glyphosate montre bien une dynamique qui ne va pas dans le sens de la transition écologique. La crise migratoire montre également la nécessité de définir une politique d'immigration européenne efficace et humaine.

Sarah JORON



Pour rappel :
le dernier livre de Bernard Bruneteau, aux éditions CNRS

En complément :
L'article d'Axel QUEVAL sur la politique migratoire dans *Le Rappel du Morbihan* - n°171



Jacotte

Pourquoi es-tu entrée au PS ?

Je suis entrée au Parti socialiste en 1988. Bien avant j'étais très intéressée par le PS et bien sûr j'avais voté Mitterrand et tout ce qui se passait me passionnait et je pouvais en discuter avec mon collègue de travail, (en 1984) Christophe Hervé. Donc, j'ai commencé à aller dans les Repas Républicains avec lui et il m'a fait rencontrer (entre autres !) mon futur mari, Julien PECKRE, qui était très proche de Jean Yves (Je dirais même de sa garde rapprochée !) Je l'accompagnais dans les réunions ou manifestations ouvertes aux sympathisants, mais cela ne me satisfaisait pas et j'ai décidé d'adhérer car j'avais vraiment envie de participer à la vie du Parti. Au début je ne faisais rien de spécial, j'allais aux réunions de la section de Lorient et surtout nous étions en campagne pour la réélection de Mitterrand et j'ai eu la chance de le voir au Meeting de Rennes.

Quelle personnalité t'a le plus marqué au parti socialiste ?

La personnalité qui m'a le plus marqué au PS, au niveau national (après Mitterrand bien sûr) c'est Lionel Jospin. J'ai fait partie de son courant. Et au niveau régional, Jean-Yves Le Drian bien sûr. J'ai d'ailleurs tenu sa permanence en 1993 et ensuite en 1996 comme collaboratrice de député, j'ai participé à la création de *Démocratie et Projets 56*.

Quel est ton plus grand souvenir de militante ?

Mon plus grand souvenir de militante c'est la victoire de Jean-Yves pour la Région Bretagne ! J'ai aussi un très bon souvenir de militante c'est d'avoir participé aux États Généraux en 1993 à Lyon (Manuel Valls y faisait ses débuts comme orateur !) avec une délégation de Lorient. J'ai fait aussi partie d'une délégation du Breis pour aller à Bruxelles, reçue par le Président de la Commission Jacques Delors. Ah j'oublie le Club Témoin. J'ai aussi travaillé à l'organisation du Club Témoin où Jacques Delors a passé le Témoin à François Hollande, qui se tenait tous les ans à Lorient et qui se tenait 3 jours au Palais des Congrès avec des intervenants talentueux. Cela a été un des meilleurs moments de ma vie de militante. Enfin j'ai fini ma carrière au Groupe de Gauche du Conseil Général à Vannes où je travaillais avec Gwendal Rouillard et dont le chef du Groupe était Hervé Pellois que j'ai beaucoup apprécié !

Quel est ton plus mauvais souvenir comme militante ?

Mon plus mauvais souvenir comme militante, c'est en 1993 quand il y a eu cette grande débâcle du PS où il a perdu la moitié de ses députés, dont Jean-Yves et dont je tenais la permanence électorale ! 1993, ce n'était rien par rapport à ce que l'on vit depuis 1 an !

Comment vois-tu l'avenir du PS ?

Comme je suis optimiste, je pense que le Parti Socialiste va renaître, c'est obligatoire, mais dans combien de temps ? Il ne faut pas perdre espoir et travailler.

Propos recueillis par **Kevin ALLENO**

*La dernière session de septembre s'est tenue en 2H15 min !
Un triste record... et un Président qui nous empêche d'aborder des sujets de fond !
Je souhaitais particulièrement mettre un focus sur 2 thèmes d'actualité.*

Femmes victimes de violence : le département a un rôle central à jouer

Le premier concerne la prise en charge des femmes victimes de violence conjugale. Ces violences constituent un véritable fléau sanitaire et social. Cette question a ressurgi à Lorient suite à diverses manifestations concernant la fermeture consécutive au désengagement de l'Etat d'un lieu d'accueil de jour pour les femmes victimes de violences conjugales.

Bien sûr, aujourd'hui, ces femmes sont à Lorient prises en charge via des dispositifs de droit commun. Cette réponse était un complément. Pourtant priorité absolue du quinquennat, les associations qui accompagnent ces femmes victimes de violences peinent de plus en plus pour boucler leurs budgets. L'Etat doit prendre ses responsabilités.

Et le département ? Je crois qu'il a également un rôle central à jouer et doit renforcer son intervention. Nous pourrions agir d'une part en amont : en prévention, en soutenant des initiatives d'accueil de jour par exemple. Et d'autre part, nous pourrions impulser une dynamique collaborative sur le département : réunir autour de la table tous les acteurs de ce secteur, coordonner, trouver des solutions pour fluidifier au mieux le parcours de ces femmes. En somme, afficher clairement une priorité !

Insertion : la frénésie des appels à projet

À compter du 1er janvier 2019, la politique de l'insertion est régie par les appels à projet ! Une révolution dans le monde du social. Quand le Président y voit de l'efficacité et des économies, j'y vois de la mise en concurrence entre les acteurs et les usagers, perte d'innovation, cloisonnement renforcé ! Innovés dans l'été d'un changement de procédures, les acteurs de l'insertion ont finalement eu un mois pour rédiger des réponses qui conditionnent ans d'activité, qui demandent des partenariats. Ce n'est pas raisonnable, c'est même préjudiciable pour la qualité des actions. Et surtout c'est une occasion manquée, à double titre. Avec les élus : un débat aurait dû avoir lieu sur la philosophie du dispositif et les résultats attendus, sur une vue d'ensemble de l'insertion. Mais c'est surtout avec les acteurs qu'on a manqué une occasion de travailler en partenariat, de co-construire une politique efficace.

Le département est donc rentré dans une démarche de marché. Cela peut freiner la dynamique associative : l'initiative vient de la collectivité, les porteurs doivent rentrer dans des cases pour obtenir des financements. Cela peut aussi conduire à sélectionner les personnes pour atteindre les résultats. Une insertion à plusieurs vitesses ! Évoluer est nécessaire mais il faut conduire le changement, savoir le partager afin que tout le monde, à commencer par les acteurs sans qui rien ne se fait, se l'approprient. Et ce, dans l'optique qu'un grand nombre de morbihannais trouvent leur place dans notre société.

Gaëlle LE STRADIC



Photo prise à l'occasion d'un porte-à-porte de Gaëlle dans le quartier de Kervenanec (Lorient)



Le projet de réforme des retraites dont la concertation a démarré il y a six mois sous l'égide de Jean Paul Delevoye, désigné Haut-commissaire par le président de la République, inquiète nos concitoyens. Alors que le projet de loi est programmé pour 2019 et serait repoussé après les européennes de mai prochain, les premières grandes orientations sont désormais connues et font actuellement l'objet d'une concertation décentralisée, en complément des séances de travail du Gouvernement avec les principales centrales syndicales.

Une réunion de concertation à Lorient

Lorient a accueilli le mardi 18 septembre dernier, en journée, l'un de ces ateliers de concertation consacré notamment aux droits familiaux et conjugaux. Sur la méthode, préparer la prochaine réforme avec une assemblée composée pour les trois quarts de personnes déjà retraitées pose question. Les professionnels des 42 régimes de retraite, principales et complémentaires composaient l'autre quart. À 35 ans, j'étais de loin la plus jeune participante sélectionnée par la préfecture et l'équipe du Haut-commissariat.

Dès le démarrage, l'inquiétude des retraités présents portait sur le fait qu'ils soient concernés ou non. Lors de l'introduction, ils ont pu être rassurés sur ce point dans un contexte où bon nombre des retraités présents relataient leur perte de pouvoir

d'achat lié à la hausse des cotisations de la CSG. Il a aussi été indiqué que les personnes devant partir dans les 5 années à l'issue de la promulgation de la future loi ne seraient pas impactées. Cette réforme, de façon à répondre au mieux aux cas particuliers, devrait s'appliquer sur une durée de 5 à 10 ans.

Un système perçu comme inégalitaire

Néanmoins, l'abandon du système actuel, complexe et perçu comme inégalitaire (notamment entre femmes et hommes ou entre public et privé), pour un système dit universel suscite beaucoup d'inquiétudes dans la population. Les plus jeunes générations, allant jusqu'aux quadragénaires ne croient plus au système actuel et disent même avoir perdu toute confiance en notre système de solidarité et de redistribution, alors qu'ils ont connu le chômage de masse, l'accès au premier emploi difficile et leur insertion compromise. De plus, ils sont rentrés bien plus tardivement que leurs parents et grands-parents sur le marché du travail malgré l'obtention d'un niveau d'études et de qualification nettement plus élevés. Cette réforme doit aussi répondre à un impératif qu'est l'adaptation au marché du travail actuel et aux carrières de moins en moins linéaires des actifs. La moitié de la génération née en 1973 et qui prendra sa retraite en 2035 aura connu au moins une période de chômage au cours de sa vie professionnelle qui s'en suit souvent d'une période de reconversion professionnelle. Les actifs changent de métier plus souvent qu'auparavant, fruit de l'évolution du monde du travail, marqué lui aussi par des changements majeurs : développement des activités d'auto-entrepreneurs, ubérisation, robotisation, adaptation, mobilités etc.

Le système actuel par répartition garantit que les cotisations soient immédiatement utilisées pour verser les pensions

mais malgré les réformes déjà entreprises, dont celle sur le recul de l'âge légal, l'évolution démographique et l'allongement de la vie compromettent son équilibre à long terme. La piste d'un système par capitalisation, où chacun constituerait sa propre épargne retraite en plaçant son épargne serait écartée mais la possibilité de souscrire à une retraite dite facultative serait conservée. Les comptes notionnels, mis en place en Suède par exemple, reposent quant à eux sur une individualisation des droits à la retraite et conduiraient mécaniquement à une baisse du niveau des pensions.

Vers un système à points

L'actuel gouvernement s'orienterait donc vers un régime qualifié de plus universel, par points acquis, qui permettraient de garantir la valeur des droits. Ce système est déjà en place pour les 3 régimes suivants : IRCANTEC (contractuels des fonctions publiques), AGIRC et ARRCO. Ce régime universel verrait les 42 caisses de retraite fusionner et acterait définitivement la fin des régimes spéciaux. Il est donc légitime de s'inquiéter sur les modalités de gouvernance de ce futur régime universel et du devenir des salariés de ces caisses.

Des socialistes devant être fermes sur leurs valeurs et force de proposition

Socialistes, nous devons garantir le principe de solidarité, notamment envers ceux qui ont connu des accidents de la vie : précarité, sous-emploi en temps partiel subi, familles monoparentales, handicap, maladies. Pour plus de justice, le principe de contributivité doit être sacralisé : « à carrière égale, retraite égale ». Les inégalités actuelles ne peuvent perdurer, notamment celles qui ont pour conséquence que les femmes perçoivent une retraite 30% inférieure en moyenne à celles des hommes. L'enjeu de l'Égalité professionnelle est important pour que les salaires s'harmonisent à compétences égales et que les inégalités liées au plafond de



verre ne perdurent plus. Nous devons aussi défendre le principe de solidarité qui doit être encore plus fort envers les personnes ayant perçues des salaires bas tout ou partie de leur carrière.

En matière de réforme des retraites, laissons à Mélenchon et ses troupes, qui veut faire des retraites « *la mère des batailles* » le monopole de la caricature et du dogmatisme et favorisons le débat pour faire avancer nos contre-propositions. Maintenons la garde et soyons vigilants, cher-e-s camarades, plus que jamais nous devons clarifier nos positionnements sur le sujet, porter nos idées dans la société mais aussi prendre toute notre part pour faire vivre la démocratie sociale aux côtés des syndicats.

Annaïg LE MOËL-RAFLIK

En complément :

« Réforme des retraites : le gouvernement avance points à points », Article de Lilian Alemagna, *Libération*, 11 octobre 2018

Consultation publique

Pour une RETRAITE plus simple, plus juste, pour tous



Sur le site du Gouvernement :

<https://participez.reforme-retraite.gouv.fr/>

UN BUDGET JUSTE POUR LES FRANÇAISES ET LES FRANÇAIS

BUDGET ALTERNATIF 2019

18 OCTOBRE 2018

PARLEMENTAIRES SOCIALISTES



Contre-Budget alternatif 2019 des députés et sénateurs socialistes

Avec leurs collègues sénateurs, les députés socialistes ont présenté ce jeudi 18 octobre 2018 leur budget alternatif pour 2019.

Ce budget alternatif a vocation à **démontrer qu'une politique économique, sociale et environnementale, plus juste et plus efficace, est possible**, pour les Françaises et les Français tout **en respectant une trajectoire budgétaire sérieuse**.

À l'automne 2017, le « contre-budget » présenté par les députés socialistes était articulé autour de 2 fils conducteurs : soutenir la croissance et réduire les inégalités.

La première année du quinquennat Macron a montré un fléchissement de la croissance économique de la France et une hausse des inégalités, qu'elles soient entre les citoyens ou entre les territoires.

Nous estimons qu'il est urgent de tout mettre en œuvre pour inverser ces tendances qui fragilisent notre pays. Y parvenir suppose de :

- Soutenir le pouvoir d'achat des 14 millions de retraités ;
- Accélérer la transformation énergétique de l'économie française et renforcer sa croissance ;
- Répondre à l'urgence sociale et assurer la cohésion de notre pays.



De gauche à droite :

Jean-Louis Bricout, député de l'Aisne, Christine Pires-Beaune, députée du Puy-de-Dôme, Vincent Eblé, sénateur de Seine-et-Marne, Valérie Rabault, députée de Tarn-et-Garonne, Patrick Kanner, sénateur du Nord, le 18/10/18

Gérard LE BOT, saint-pierrois, militant de la section QUIBERON/BELLE ÎLE est décédé le 5 Août. Il avait 66 ans.

Sympathisant de longue date, il avait rejoint notre section en 2007.

Homme discret, convivial, il savait apporter sa touche de bonne humeur au sein de notre équipe.

Que son épouse, ses enfants et toute sa famille soient assurés de notre sympathie et de nos très sincères regrets.

Les militants de la section

Adhérente de la section de Lorient et sœur de Lucette BERRIOT, **Mauricette MAELFAIT**, nous a quitté après avoir combattu la maladie et le handicap. Les militants qui l'ont connu tiennent à saluer ses engagements au PS et à la CFDT. Une militante infatigable, de tous les combats, et très investie auprès des plus précaires dans les quartiers ou dans la lutte contre l'illétrisme. Elle a été Conseillère municipale à Lanester de 2001 à 2008.

Toutes nos pensées également pour les familles de **Michel DROUILLARD** (Saint Gildas de Rhuys) et **de Madeleine MOULIN** (Pénestin).

La fédération

Dossier écologie



Le GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) a rendu le 8 octobre **un rapport alarmiste** sur les conséquences du réchauffement climatique.

Selon ce groupe d'experts rattaché à l'ONU, la barre des 1,5° d'augmentation des températures par rapport à l'ère pré-industrielle pourrait être dépassée entre 2030 et 2052. Ils précisent que « le dépassement ne pourra être évité que si les émissions de CO₂ commencent à diminuer bien avant 2030 ». S'ils notent que certaines actions ont été engagées, ils ajoutent qu'elles doivent « être accélérées » pour contenir le réchauffement à 1,5°. Au-delà, les changements seront irréversibles.

Les conséquences seront néfastes pour les animaux, qui verront une bonne part de leur habitat devenir invivable, mais aussi pour les humains, via notamment l'augmentation du niveau de la mer qui contraindra des millions d'entre eux à se déplacer sans compter la hausse des températures en elle-même. Pour ceux qui cantonnent l'écologie à une lubie de bobos, le Rapport précise que « la pauvreté et les inégalités vont augmenter en même temps que les températures. Mais limiter le réchauffement à 1,5°C au lieu de 2°C réduirait de plusieurs centaines de millions le nombre de personnes concernées par la pauvreté d'ici à 2050 ».

La question sociale et la question écologique sont donc indubitablement liées. Les experts ajoutent que la prise de conscience du grand public est vitale. Il appartient pour cela aux forces politiques de faire œuvre de pédagogie. Les articles qui viennent illustrent les pistes possibles pour amorcer la transition énergétique. Mais les experts sont formels, il ne faudra pas seulement être neutre en émission carbone, il faudra également absorber les gaz à effet de serre.

→ **8% des espèces animales** sont menacées de disparition si le réchauffement climatique atteint 3° en 2100

→ **3,3 millions de décès** prématurés par an sont causés par la pollution de l'air

→ Le niveau de la mer augmente en moyenne de **3,2 mm par an** depuis 1993

→ **10,1 millions d'individus** risquent de passer sous le seuil de pauvreté d'ici 2100 à cause du réchauffement climatique

→ **La température moyenne à Lorient et ses environs** entre 2000 et 2017 était supérieure de **0,7°C** à la moyenne du 20^e siècle.

→ **Le nombre de journées chaudes** (température moyenne supérieure à 21°C) est passé de 4,4 jours par an au 20^e siècle à **6,2 par an** depuis l'an 2000.

→ **Le nombre de jours de gel** (température moyenne inférieure à -1°C) est passé de 3,2 par an au 20^e siècle à **1,2 par an** depuis l'an 2000.

(Sources : site de France 24 - Les chiffres du climat et : www.onedegreewarmer.eu)

Selon un récent sondage Opinion Way, 37% des Français pensent que les politiques environnementales devraient être menées à l'échelle européenne pour être efficaces. Jean Jouzel et Pierre Larouturou, qui sont à l'initiative du Pacte Finance Climat, estiment quant à eux que l'Europe est la dernière chance pour sauver le climat. Le coût de notre inaction sera bien plus élevé que celui des investissements à réaliser.

Des avancées

Le programme LIFE (L'Instrument Financier pour l'Environnement) a par exemple libéré un budget de 3,14 milliards d'Euros pour la période 2014-2020. Ce programme finance notamment le réseau Natura 2000. Les États membres de l'UE se sont engagés à verser près de la moitié des ressources du Fonds vert pour le climat (ONU), pour orienter les ressources financières vers les pays en développement. Le Fonds vert vient de débloquer 1 milliard de dollars sur un objectif de 10 milliards à atteindre d'ici 2020. Mais on est loin de l'objectif avec une inquiétude sur l'engagement des Etats-Unis.

Des perspectives

Il nous faut changer nos modes de consommation, nos choix techniques et notre organisation de l'espace. Il nous faut aussi décarboner notre économie. Mais cela ne peut se faire au détriment des plus faibles. Pour prendre la mesure de la situation, selon le Giec, 2 400 milliards de dollars d'investissements annuels seront nécessaires jusqu'en 2035 pour transformer les systèmes énergétiques, soit 2,5% du PIB mondial ! Parmi les solutions envisagées il y a la réorientation de l'épargne

pour que les infrastructures et technologies bas carbone soient le support d'actifs financiers de long terme. L'autre solution réglementaire serait de taxer le carbone au niveau de tous les pays.

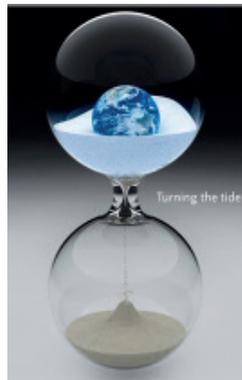
Après avoir proposé un éco label européen pour les produits financiers afin de mettre en avant les placements favorables au climat, la commission européenne a publié cette année des textes visant à transformer les pratiques financières au sein de l'Union. Un des objectifs est de créer une « taxonomie », un référentiel de ce qui est vert ou pas pour construire un marché unifié de l'investissement durable et lutter contre les affichages trompeurs. Il est aussi proposé d'obliger tous les investisseurs et les consultants à une transparence sur les produits financiers utilisés, avec des indices de référence pour mesurer la performance financière et l'obligation d'interroger les clients sur leurs préférences en matière de développement durable. Les

textes prévoient aussi la création de nouveaux indices, bas carbone ou à impact carbone positif ; outils homogènes des performances climatiques et financières des entreprises comme des portefeuilles pour les investisseurs désireux d'aligner leurs stratégies sur l'Accord de Paris.

Une catastrophe imminente si rien n'est fait

Nous devons en urgence développer une économie régulatrice basée sur le long terme. Pour cela une mobilisation forte de la société, une implication des acteurs, et une volonté politique sont nécessaires. A chacun de nous d'y prendre part.

Jean-Louis MILÈS



Environnement : " La situation nécessite que nos actions s'inscrivent dans la durée face aux lobbies "

Norbert Métairie, Maire de Lorient et président de Lorient agglomération, a accepté d'échanger avec nous sur les actions

engagées par sa collectivité en faveur de la transition énergétique.

L'enjeu climatique est plus que jamais présent. Qu'est ce que cela inspire à l'élu local que tu-es?

N.M. : L'urgence climatique est à nouveau pointée par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) dans son rapport rendu le 8 octobre dernier. À notre échelle, nous en percevons déjà les effets ... les vagues de chaleur de l'été dernier en sont les témoins et il en va de même sur l'évolution préoccupante du trait de côte. La situation est désormais devant nos yeux...et nécessite que nos actions s'inscrivent dans la durée face aux lobbies.

Conscients de ces enjeux prioritaires, les élus ont opéré depuis plus de 15 ans des choix politiques forts et concrets en faveur de cette nécessaire transition écologique, que ce soit à l'échelle de la ville de Lorient ou de l'agglomération : collecte et traitement sélectifs des déchets ménagers (bio-déchets, extension des consignes de tri...), politique de protection des espaces naturels et de préservation de la biodiversité, ouverture d'une « recyclerie », construction d'un pôle d'échange multimodal à la gare de Lorient, mise en place d'une infrastructure de transport collectif en site propre « Triskell », bateaux électriques zéro émission pour les liaisons transrade, création de l'Espace info habitat (EIH), création d'une SPL « bois-énergie », nouvelle charte de l'agriculture et de l'alimentation pourvue d'un véritable volet en direction des circuits courts, réductions des consommations foncières et lutte contre l'étalement urbain ...

La situation climatique qui tend à s'aggraver influe t-elle sur les choix de Lorient Agglo ?

N.M. : D'ici fin 2018, Lorient Agglomération entend donner un coup d'accélérateur à sa politique de transition écologique. Un

nouveau Plan climat air énergie territorial (PCAET) avec des objectifs ambitieux et en prise avec les réalités locales, sera en effet soumis à approbation et fixera le cap pour les 6 ans à venir.

La facture énergétique au niveau communautaire s'élève à 427 millions d'euros, dont les deux tiers sont supportés par les ménages. Pour contrer cette précarité énergétique, nous entendons intensifier les mesures en direction, principalement, de deux domaines : l'habitat et les mobilités. A eux seuls, ils représentent 88 % de la facture territoriale mais aussi 80 % des émissions de gaz à effet de serre.

Et cette urgence nous demande un passage à l'acte rapide. En matière d'habitat, l'objectif est de rénover 3 % du patrimoine bâti chaque année pour aboutir à une rénovation complète de l'ensemble du parc en 2050. Du côté des mobilités, l'objectif poursuivi est d'obtenir en 2050, 10 % de la part modal des déplacements à vélo, sur l'ensemble de l'agglomération et 30% sur le cœur urbain et de faire passer la part modale de la voiture de 2 déplacements sur 3 aujourd'hui, à 1 sur 2 dans les prochaines années.

Ce changement de modèle reposera également sur la priorité accordée au développement des énergies renouvelables pour couvrir 19 % des besoins du territoire de l'agglomération en 2030 (x 3,5 de la production actuelle). Ainsi, d'ici la fin de l'année, l'une des plus grandes centrales photovoltaïques urbaines sera installée sur la toiture du bloc K2, à Lorient La Base et permettra d'alimenter l'équivalent de la consommation de 1 000 foyers. Un financement participatif a été ouvert aux habitants et a rencontré un vif succès.

Persuadé que ce défi majeur pour les prochaines années, ne pourra se faire sans la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes, élus, habitant(e)s, entreprises, collectivités, associations... j'invite chacune et chacun à s'engager à son échelle pour une transformation sociétale profonde, permettant d'inscrire notre territoire dans un avenir durable.

Propos recueillis par Kevin ALLENO



Le constat du Giec dans son dernier rapport se veut alarmiste sans être pour autant pessimiste. En clair, il nous reste 2 ans pour enclencher les réformes empêchant une augmentation de la température globale de la Terre de 1,5 degré d'ici à 2050. Sachant que si rien n'est fait ce seuil pourrait être atteint dès 2030 soit dans 11 ans, autrement dit pas grand-chose à l'échelle d'une vie humaine. Ce cri d'alarme nous amène donc à penser dès maintenant la société dans laquelle nous voulons vivre demain.

Des solutions existent déjà et il faut les développer

Les énergies fossiles sont condamnées à plus ou moins long terme. Il nous faut donc trouver des solutions pour remplacer ce type d'énergie. Il en existe déjà dans de nombreux domaines, l'idée d'une énergie propre c'est des voitures électriques, ou des voitures roulant au carburant végétal, comme le colza. Les constructeurs automobiles, sans doute effrayés par la disparition prochaine des hydrocarbures, ont mis du temps à se mettre à construire des modèles capables de rouler en tout électrique ou bien en modèle hybride.

Cela nécessite évidemment un engagement complet de la part de tous les pouvoirs publics et pas uniquement étatique.

On remarque d'ailleurs que ces dernières années les collectivités locales jouent davantage le jeu du respect de l'environnement dans leur action publique. Développer une unité de recyclage des biogaz des déchets à La Vraie-Croix ou encore des usines de méthanisation non loin des élevages comme à Guilliers où 120 vaches fournissent la consommation annuelle de 40 foyers.

Si le solaire n'est plus vraiment une filière d'avenir pour l'heure, trop gourmand en surface pour une efficacité variable et surtout difficultés de recyclage, il ne faut pas négliger en Bretagne les atouts qui sont les nôtres. La mer peut nous apporter de l'énergie. C'est d'ailleurs ce qu'a fait la région autour de Groix et Belle-Ile avec un parc éolien en construction pour 2021.

Par ailleurs, une entreprise canadienne qui compte Bill Gates parmi ses actionnaires, Carbon Engineering, a développé une technologie permettant de capter le CO₂ dans l'air et de le transformer en carburant synthétique. Le coût de cette opération est désormais de 80 euros la tonne laissant augurer des perspectives prometteuses pour l'avenir.

Chacun doit aussi changer ses habitudes

Mais les pouvoirs publics même s'ils doivent continuer d'investir plus encore dans les nouvelles technologies et la recherche pour trouver des solutions environnementales viables (exemple : recyclage des déchets nucléaires, produits écoconçus), chacun doit se poser la question de son action pour la planète. Le triage des déchets doit être encouragé, les consommations alimentaires doivent évoluer. Qui sait, nous serons peut-être plus tard des consommateurs de soja ou encore d'insectes d'élevage ...



L'urgence écologique appelle de la part de tous les acteurs un engagement ferme et résolu. Si nous ne pouvons contraindre le Gouvernement à amorcer une véritable transition énergétique, nous pouvons toujours agir à l'échelle locale.

C'est d'autant plus important lorsque l'on sait que près de 70% des réductions de gaz à effet de serre seront justement effectuées à l'échelle locale. Pour mener cette mission à bien, de nombreuses pistes sont explorées par différents territoires.

Un projet en circuit court

C'est le cas de Locminé et de son usine de méthanisation. Le concept est simple : rassembler les déchets organiques de la collectivité (station d'épuration notamment), des agriculteurs et des usines environnantes pour produire via leur fermentation un biogaz qui permettra à son tour la production d'électricité ou de chaleur.

L'usine de Locminé produit ainsi un biocarburant (Bio GNV) qui alimente les véhicules de sa collectivité et elle injecte le reste du gaz dans le réseau collectif. Elle se sert ensuite du sous-produit résiduel pour fabriquer un fertilisant qui remplace les engrais chimiques. Cette unité de méthanisation est couplée avec une chaudière bois qui alimente en chaleur les principaux équipements de la ville.

Le projet complet est baptisé Liger. Il est géré par une société d'économie mixte

regroupant des acteurs publics et privés. Ceux-ci touchent des dividendes de la vente de l'énergie produite qui sont automatiquement réinvestis dans la SEM.

Un projet neutre en émissions carbone

Le dispositif est neutre en termes d'émission carbone dans la mesure où les gaz émis l'auraient été de toutes manières si on ne les avait pas utilisés.

Ce projet d'économie circulaire produit ainsi 5 millions de m³ de Biogaz par an et 96 % de ses ressources sont produites dans un rayon de moins de 20 km. S'agissant du biocarburant cela équivaut à la production de 500 000 litres de gasoil par an.

Liger évite aussi la production de 19 500 tonnes de CO₂ par an soit 5,1 tonnes par habitant. Cela représenterait pour les agglomérations de Vannes et de Lorient respectivement 710 465 tonnes et 1 060 800 tonnes de CO₂ économisées. Liger permet en outre d'économiser l'importation de près de 19 200 barils de pétrole brut soit environ 2 millions d'euros par an.

Cela trace des perspectives intéressantes en termes d'économies financières et d'indépendance énergétique.

Le déficit de la balance commerciale serait ainsi largement résorbé si une telle initiative était étendue sur tout le territoire. Et la France pourrait sans doute disposer de marges de manœuvre diplomatiques plus importantes vis-à-vis d'Etats pétroliers ou gaziers qui ont souvent pour point commun la promotion d'une vision quelque peu aléatoire des droits humains.

Autrement dit en plantant une usine de méthanisation, on contribue non seulement à préserver l'environnement mais aussi à soigner la balance commerciale de la France et à lui offrir des opportunités diplomatiques. C'est ce qu'on appelle un programme transversal !

Un nouveau défi urbain : la végétalisation des façades



Pour lutter contre le changement climatique, une solution architecturale se développe dans nos villes : la végétalisation des façades. Le principe est simple, il s'agit d'un système de culture qui permet aux végétaux de croître sur des façades verticales.

De par un assemblage de plusieurs matériaux superposés les uns aux autres : structures en acier et en inox, du feutre, du substrat et un système irriguant la flore (de préférence économe et autonome), les plantes n'ont plus qu'à parcourir le mur afin de le recouvrir... Il existe différentes déclinaisons selon le type de pratique, de temps à accorder au dispositif et de surface disponible.

Des dispositifs multiples

Les murs végétaux. Ils demandent un entretien moindre. Les plantes utilisées sont choisies en fonction de la l'exposition et du climat local.

Les jardins ou potagers verticaux. Avec la même philosophie que les murs végétaux, ils peuvent devenir un lieu de création, voir de productions et de récoltes. Les végétaux utilisés demandent de l'attention et un entretien régulier.

Les panneaux végétaux. Ils sont installés sur un panneau, des pots de mousse, et sont maintenus par une structure d'acier de quelques m². La mousse permet de purifier l'air grâce à la photosynthèse.

Un panneau de 12 m² de mousse absorbe autant de gaz et de poussière que 275 arbres sur 50 m².

Enfin, *le mobilier urbain végétalisé.* Pour pallier au manque d'arbres et donc de photosynthèse dans nos villes, le mobilier urbain comme les poteaux électriques, les lampadaires, les abribus peuvent servir de support pour de nombreuses plantes grimpantes.

Un dispositif écologique aux nombreux avantages

Sans insister sur l'amélioration du cadre de vie, les murs pouvant devenir de véritables œuvre d'art, la présence du végétal dans nos villes est un véritable enjeu écologique. La végétalisation des façades permet tout d'abord de restaurer la biodiversité perdue dans tout ce béton. Le mur se transforme en lieu d'accueil permettant le repos, le nourrissage, la reproduction de la faune. Ils permettront la restauration de réseaux de corridors biologiques. Il participe à la rétention des eaux pluviales limitant ainsi les risques d'inondations. Il lutte contre la formation des «îlots de chaleur» en rafraîchissant et en humidifiant l'air au cœur de la ville. Les particules en suspension et les substances polluantes sont absorbées, améliorant la qualité de l'air. Enfin, un mur végétalisé isole phonétiquement et thermiquement un bâtiment, le protège des effets de la pollution urbaine.

Il nous appartient de porter ces solutions afin de lutter concrètement contre le réchauffement climatique, contre le déclin de notre biodiversité, contre la pollution et ses conséquences pour l'homme et l'environnement, contre les catastrophes naturelles. À nous, Parti Social Écologie de nous emparer de cette lutte pour la transformer en une opportunité de transition vers une société responsable.

Sophie HANSS

Le Gouvernement s'attaque au sport

Depuis plusieurs semaines, le mouvement sportif est en émoi. Plusieurs athlètes n'ont pas hésité à prendre la parole et une pétition très populaire a été mise en ligne. Début septembre, la lettre de cadrage de Matignon, demandant au ministère de supprimer 1 600 équivalents temps plein entre 2018 et 2022 avait mis le feu aux poudres. Ainsi le budget étatique du sport, tournait petitement à un milliard d'euros, tout confondu, se voit amputé. Pour la seconde année consécutive, il subit une baisse, cette fois de 30 millions d'euros soit 6.25%, en 2019 après les 7.7% de 2018. Actuellement, les collectivités financent le sport en apportant au total 13 milliards d'euros par an. Le mouvement sportif est souvent conciliant, mais cette fois toutes les fédérations sont unanimes pour dire qu'il n'est plus acceptable que le sport soit sacrifié.



Une mise à mal de la cohésion sociale

Le gouvernement, malgré son habile communication, abandonne le sport. Le soutien à l'investissement s'est amoindri, les subventions locales ont été contraintes. Des dizaines de milliers de contrats aidés indispensables au bon fonctionnement des clubs et des formations amateurs ont été supprimés, l'engagement bénévole, la participation essentielle à la citoyenneté et à l'éducation, sont perdus de vue au sommet de l'Etat. La situation est grave, car en sacrifiant le sport, c'est toute la société qu'on déstructure. Les clubs et leurs bénévoles font un travail extraordinaire partout en France. Dans certains quartiers difficiles, ou dans certaines zones rurales, il ne

reste parfois que le sport comme vecteur de commun et d'intégration.

Une déconnexion entre la parole et les actes

Comment accepter une telle contradiction entre les discours et les actes ? Juste après la victoire de l'équipe de France de football à la Coupe du Monde, tout le monde se souvient que le président Emmanuel Macron avait remercié les « bénévoles qui ne comptent pas leurs heures et tous les clubs amateurs formateurs de nos champions. Idem du côté du premier ministre Edouard Philippe. En septembre 2017, lorsque le Comité International Olympique avait désigné Paris ville-hôte des Jeux Olympiques 2024, il avait félicité le sport français de sa force, symbole d'excellence et de réussite.

Le sport amateur en danger

Le sport en France, c'est 17 millions de licenciés et 3,5 millions de bénévoles. C'est donc le plus important mouvement social du pays. C'est aussi un ascenseur social majeur. Les footballeurs champions du monde ont rappelé que les sportifs viennent souvent des communes en difficulté. Le sport a de façon générale une utilité sociale que nos indicateurs économiques ne savent pas mesurer. Le désengagement de l'Etat prépare la libéralisation de tout un secteur et l'asphyxie du sport amateur et de toutes ces associations sportives qui font le maillage de nos territoires. Le sport pour tous ne peut pas être ubérisé ni mis en charpie.

Estelle PICARD

"On n'a pas encore saisi toute l'ampleur du sport dans les relations internationales"

Carole GOMEZ,



Chercheuse à l'IRIS, elle y publie des notes et signe la veille hebdo de leur observatoire géostratégique du sport. Elle nous explique le poids du sport dans les relations internationales actuelles.

Quelle est l'importance du sport dans les relations internationales ?

C.G. : On a toujours tendance à considérer que le sport n'est qu'un élément accessoire d'une politique étrangère, alors qu'on peut, si l'on prend un autre prisme, le considérer comme central. Un certain nombre d'éléments ont pu montrer que cela faisait partie d'une stratégie mise en œuvre par un certain nombre de capitales pour renvoyer une image plus positive. On peut penser à la Russie, à l'exemple du Brésil pour renvoyer une image dynamique ou à d'autres pays comme le Qatar qui s'achète une existence sur la scène internationale par le biais de sa présence sur la scène sportive.

L'importance aussi du sport dans les relations internationales, on le voit d'une façon un peu plus épisodique, est la faculté qu'il peut avoir par le biais de rencontres, de compétitions, de venir recréer un lien qui n'existait pas ou plus.

On peut avoir en tête récemment le rapprochement entre les deux Corées à l'occasion des jeux olympiques et paralympiques de Pyeongchang en 2018. Mais ce n'est pas du tout quelque chose d'isolé. L'équipe de rugby d'Irlande est une équipe composée des deux Etats, Irlande du Nord et République d'Irlande, qui est un peu une originalité et une exception dans le monde du sport et qui a permis à l'île

d'apaiser les tensions qui pouvaient être extrêmement fortes à un certain moment.

L'autre importance du sport au niveau des relations internationales c'est évidemment le poids économique. On l'a vu avec l'émergence de ce que certains ont appelé le sport business, mais avec un poids croissant à la fois au niveau des retombées financières, du PIB en tant que tel, puisqu'on estime le marché du sport en France à environ 2% du PIB. C'est quelque chose de développé et dont on n'a pas encore pris, à mon sens, toute l'ampleur.

La Russie a-t-elle bénéficié de la dernière coupe du monde ?

C.G. : Cela a été un pari plutôt réussi pour Vladimir Poutine puisque pendant ce mois de football l'organisation n'a quasiment pas connu de difficultés. Cela a permis aussi de relever et de mettre en avant la stratégie de la diplomatie sportive mise en œuvre par Vladimir Poutine depuis les années 2000.

On a souvent tendance à considérer que les événements sportifs sont un peu déconnectés les uns des autres alors qu'au contraire, c'est quelque chose qui a été pensé, réfléchi sur le long terme et c'est une séquence qui dure à peu près de 2000 jusqu'à la fin des années 2020.

Il va y avoir à la fois une présence sur le champ sportif, au niveau des performances et une importance au niveau de l'accueil de grandes compétitions.

Ainsi, entre 2000 et 2018, la Russie a été le pays qui a accueilli le plus de grandes compétitions sportives dans le monde. On pense notamment à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de Sotchi, la coupe du monde de football, la coupe du monde de handball etc. Cela a tendance à faire parler de la Russie d'une façon relativement positive puisque cela va montrer le pays sous un jour nouveau, mettre en avant son dynamisme, sa richesse.

Est-ce que les Etats ont des diplomatie sportives élaborées ?

C.G. : Oui. Ce qui est aussi intéressant c'est de voir qu'il n'y a pas une diplomatie sportive en tant que telle. Chacune va avoir des axes qui lui sont propres. Par exemple, la diplomatie sportive du Qatar qui est très portée sur la médiatisation, le sponsoring et l'accueil de grandes compétitions sportives peut se rapprocher par certains aspects de la diplomatie sportive mise en œuvre par l'Azerbaïdjan. Elle s'était traduite dans une moindre mesure par le sponsoring de l'Atlético Madrid, le fait d'avoir participé à un certain nombre d'initiatives pour sponsoriser des événements, à l'accueil de grandes compétitions sportives. Mais si l'objectif est le même, la mise en œuvre est quelque peu différente. Chaque pays va donc jouer avec ses différentes armes. La diplomatie sportive de la Chine ne sera pas du tout la même que celle des Etats-Unis. Si la première cherche à conforter son statut d'hyperpuissance par la culture de l'excellence sportive et du résultat, en mettant énormément de moyens en termes humains et financiers pour arriver à la réussite d'un objectif, la diplomatie sportive américaine va plutôt avoir tendance à se développer autour de l'idée pure de soft power. Cela va se concrétiser par l'envoi d'entraîneurs dans différents pays, les visites d'équipes de NBA dans des pays tels que la Colombie ou Haïti pour montrer un autre visage de la diplomatie américaine.

Et la diplomatie sportive française ?

C.G. : Il y en avait une qui était officieuse pendant un certain nombre d'années. Puisque là encore le sport n'était pas considéré comme un axe prioritaire de la diplomatie française. Pour les chancelleries et nombre d'hommes et de femmes d'Etat le sport n'était que du sport et on ne voyait pas derrière les enjeux économiques, politiques et diplomatiques. C'est vraiment à partir de 2014 que cela va s'initier avec notamment la nomination d'un ambassadeur pour le sport, avec

toute une réflexion sur les objectifs que l'on veut se fixer.

Cela a pour objectif de faire monter en puissance des responsables français au sein d'institutions internationales pour arriver à peser, à ce que la voix de la France soit représentée au plus haut niveau. Le deuxième axe va être d'allier la diplomatie sportive avec la diplomatie économique. Cela va aussi aller par le travail de l'image de la France à l'international qui passe par l'accueil de grandes compétitions sportives. Et à partir du moment, en 2014, où cela s'est mis en œuvre, on a eu toute une succession de candidatures à des grands événements sportifs qui se sont révélées pour l'instant payantes avec la coupe du monde de rugby en 2023, les JO à Paris en 2024 ainsi qu'un certain nombre d'autres événements sportifs.

Au sein de toutes les ambassades a été nommé un référent sport pour essayer de valoriser le rôle du sport et de la France dans le sport. Mais le problème de cette casquette référent sport est qu'elle s'est ajoutée à la casquette référent culture, référent gastronomie, référent défense des ambassades.

Contrairement à ce qui est donc affirmé, le sport n'est toujours pas une priorité, hypothèse renforcée par les différentes décisions politiques visant encore à amoindrir ses moyens dans les prochaines années.

Propos recueillis par **Kevin ALLENO**

Retrouvez l'intégralité

de l'interview sur le site de la fédération.



À lire aussi :
aux Éditions FYP,
de M.C. NAVES
et Julien JAPPERT,
juillet 2017



Notre parti ne manque pas de grandes figures héroïques. On se remémore régulièrement avec fierté ces hommes qui donnèrent parfois leur vie pour défendre la République. On parle plus rarement des femmes. Son nom ne vous dit sans doute

rien, pourtant Suzanne Buisson fut de ces personnes qui se sacrifièrent pour que la France regagne la liberté et la République sa dignité.

Pionnière du féminisme

Née Suzanne Lévy en 1883, elle rentra au Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire à 17 ans contre l'avis de ses parents. Expression précoce d'un fort tempérament qui n'eût jamais besoin de l'outrance pour s'exprimer avec conviction. Ce parti se rapprochant de ses homologues socialistes français, elle intégra naturellement la SFIO en 1905, parti auquel elle fut fidèle jusqu'à la fin. Contrainte d'abandonner ses études très jeune, elle compléta sa formation intellectuelle grâce au parti et aux universités populaires. Elle y rencontra son premier mari, Charles Gibault, qui cultivait comme elle une grande curiosité. De cette union naquit une fille. Mobilisé au front pendant la Première guerre mondiale, Charles ne reviendra pas vivant, laissant ainsi Suzanne seule avec sa fille. Elle se remaria quelques années plus tard avec Georges Buisson.

Du socialisme, Suzanne Buisson retint surtout le message d'émancipation. Message d'émancipation pour les ouvriers bien sûr, mais aussi pour les femmes. Elle fut ainsi une militante inlassable de l'égalité femmes-hommes qui devait se traduire par « un salaire égal pour un travail

égal » dans les métiers mixtes mais aussi pour les métiers exclusivement féminins par « un salaire minimum de base, salaire vital qui permet une vie normale, une vie intellectuelle active, qui comporte des possibilités de loisirs et de développement personnel ».

Cet engagement en faveur de la cause féministe se traduit par son poste de secrétaire du comité national des femmes socialistes de 1931 à 1939 et de responsable de la rubrique « la femme, la militante » dans *Le Populaire*, l'organe de presse de la SFIO. Comme le précisa plus tard Marthe Louis-Lévy « c'est elle qui créa vraiment les premiers cadres féminins dans le Parti socialiste français. » C'est dire son importance dans l'histoire de notre parti.

Dirigeante du parti socialiste clandestin

Membre éminente de la SFIO dans les années 30, elle se montra plus précieuse encore durant l'occupation.

Tandis que le parti était dissout, elle fut de ceux qui œuvrèrent pour le faire renaître dans la clandestinité. Le but était bien entendu de se servir de cette organisation pour lutter contre l'occupant et le régime de Vichy. C'est ainsi qu'elle fit partie du bureau du comité d'action socialiste désigné le 30 mars 1941 à Nîmes par les 8 délégués des diverses régions de la France socialiste en compagnie de Félix Gouin, Lucien Hussel et Daniel Mayer.

Agée de plus de soixante ans, elle n'hésita pas à accueillir chez elle les résistants traqués par la police de Vichy. Elle s'occupa aussi en parallèle de la trésorerie du parti et participa aux nombreuses réunions secrètes qui animaient alors la Résistance. Comme le raconta Daniel Mayer « c'est à elle que l'on confiait les missions les plus humaines, les plus délicates, celles qui avaient besoin de tact pour circonvenir, ou adoucir, pour convaincre ».



Plaque en mémoire de Suzanne Buisson, érigée dans le square qui porte son nom, Paris 18^e

Le 1^{er} avril 1944, une réunion du comité d'action socialiste devait se tenir au 85 avenue de Saxe à Lyon. L'immeuble en question était en réalité devenu une véritable souricière pour les nazis. À la suite de l'arrestation de nombreux camarades deux jours plus tôt, Daniel Mayer décida de changer le lieu de la réunion. Mais tous les participants n'étaient pas au courant et Suzanne décida donc de faire les cent pas devant l'immeuble pour les alerter.

Elle fût arrêtée au bout de quarante cinq minutes par la Gestapo qui la tortura ensuite sans qu'elle ne révèle de secrets. Et c'est alors défigurée, tuméfiée qu'elle fût déportée en camp de concentration. À partir de ce moment, nous n'avons plus de trace d'elle. Nous ne savons pas le jour exact où elle succomba. Ses amis, ses camarades, son mari attendirent désespérément son retour à la libération. Mais elle ne revint pas. Son mari Georges mourut de chagrin en 1946, une fois envolés les derniers espoirs de son retour.

Résistante héroïque

Qui mieux que Léon Blum pour conclure cet hommage :

« Avant la guerre chacun dans le Parti respectait et admirait Suzanne comme un modèle. Elle était la militante accomplie, exemplaire, à qui le Parti peut tout de-

mander, qui ne recule jamais devant aucune charge, qui d'ailleurs est apte à les remplir toutes par le caractère vraiment absolu du dévouement et du désintéressement. Mais des crises comme celles de la déroute et de la résistance agissent sur les êtres avec un étrange pouvoir de révélation.

Chez des hommes que l'on croyait forts et purs on a vu apparaître la faiblesse ou la bassesse. Chez cette femme exacte, laborieuse, méthodique, modeste jusqu'au scrupule, une véritable héroïne s'est levée soudain. Parmi les noms qu'aucun socialiste de France n'aura le droit d'oublier jamais, car ils sont liés à la résurrection de notre parti en même temps qu'à la libération de la patrie, celui de Suzanne Buisson figure au premier rang. Dans la vie normale du Parti elle n'avait hésité devant aucune tâche ; dans la lutte clandestine, elle n'a reculé devant aucun danger. Le dévouement s'est haussé jusqu'à la plus téméraire intrépidité ; le désintéressement jusqu'au plus pur sacrifice. Et c'est bien par un sacrifice volontaire, en s'exposant sciemment pour avertir à temps un camarade d'un piège tendu par la Gestapo, qu'elle a finalement donné sa vie. »

Kevin ALLENO

En complément, sur le site de L'OURS
Office Universitaire de Recherche Socialiste

Trois témoignages :

- *Suzanne et Georges Buisson*, par Léon Blum (1946);
- *Une héroïne socialiste. Notre Suzanne Buisson*, par Daniel Mayer (1950);
- *Suzanne Buisson, héroïne authentique*, par Marthe Louis-Lévy (1954)

« J'ai appris »



Arnold Racine est né militant et mourra militant, avec des convictions profondes rivées au corps. Proche de François Mitterrand durant ses campagnes électorales, il nous convie à une leçon de civisme républicain. Un témoignage d'autant plus important dans le contexte actuel de montée des extrêmes.

« Avant la seconde guerre mondiale, personnellement, je ne soupçonnais pas que j'étais différent des autres enfants de ce pays, pays où je suis né.

J'avais un grand-père qui vint de Russie en France en 1905, Russie où la chasse aux juifs était un passe-temps courant.

En 1914, il jugea opportun de s'engager pour défendre le pays qui l'avait reçu lui et sa famille.

Puis après la guerre de 1914-1918, il s'est inscrit dans une Association d'Anciens Combattants, pour à la suite des décrets d'octobre 1940, en être exclu, avec interdiction de porter ses décorations.

Cet étranger m'avait appris que la République en France avait dès 1789 été le premier pays dans le monde à avoir reconnu les juifs comme des citoyens à part entière.

Les mots Liberté-Égalité-Fraternité étaient le souffle de vie qui donnait cet espoir.

Mais le mot « Humanité » a-t-il réellement la signification que l'on veut lui donner ?

Grand-père me disait : « tu es fils d'étranger et, par ce fait, tu dois montrer l'exemple, apprendre à l'école « des Hussards de la République » (nom que l'on attribuait aux instituteurs), tout ce qui concerne ton pays. »

J'ai donc appris que le patriotisme n'était ni le chauvinisme, ni le nationalisme bêtard.

J'ai appris que le 22 septembre 1792, devant le Moulin de Valmy, une certaine noblesse dite « de souche » portait l'uniforme

prussien contre le peuple de France, simplement pour rétablir ses privilèges.

J'ai appris, à mon époque, que la Révolution Nationale d'un dénommé Philippe Pétain prêchait la haine envers d'autres Français, en collaborant avec les héritiers de ces mêmes Prussiens.

J'ai aussi appris que des femmes et des hommes appartenant au Mouvement Ouvrier Immigré pouvaient mourir pour la « Liberté - Égalité - Fraternité » en criant VIVE LA FRANCE avec l'accent yiddish, polonais, espagnol, italien ...

J'ai appris que les premiers chars de l'Armée de Leclerc étaient conduits par des anarchistes espagnols.

J'ai appris que les premiers soldats de la France Libre venaient d'Afrique ...

J'ai appris que l'on pouvait devenir français par le sang versé.

Dès lors, nous, les citoyens de ce pays, nous n'appartenons qu'à une seule communauté : « La République ».

Moi, ce petit Français, qui parfois a la nostalgie de l'âme slave, des tsiganes, je sais avec certitude mon appartenance à cette terre « France ». L'homme n'a pas à s'assimiler, à renier sa famille, mais il a le devoir de s'intégrer. S'intégrer, c'est comme un amour passionné. C'est aimer ce peuple qui est le sien et savoir aussi prononcer ce mot d'amour : France. »

Extrait du livre :

Arnold Racine
Un homme dans la troumente.
de Maurice Winnykamen, Edilivre-Paris

REVUE DE TWEETS



Olivier Faure @faureolivier · 16 oct.

« Ni tournant ni changement de cap », un pseudo mea culpa, des grands principes sans aucun contenu opérationnel... un clivage artificiel pour les Européennes... Un replâtrage ministériel. C'est « à bout de souffle » sans la nouvelle vague !



Laurent Baumel @laurentbaumel · 12 oct.

Non, toute l'aile gauche ne rallie pas @JLMelenchon ! Nous continuerons de défendre nos idées dans le @partisocialiste et à travailler à un vrai rassemblement. #gauche #ps #maurel



Carole Delga @CaroleDelga · 1 j

Pour se détendre un peu, je conseille à @JLMelenchon de prendre quelques minutes pour écouter la très belle chanson de #Zebda, « l'accent tué ». @VeroniqueGaurel



Caroline Roux @Caroline_Roux · 15 oct.

@SLeFoll "Ce procès fait aux maires avec la pétition #LREM : #dénoncetonnaire est inacceptable ! On oublie de dire qui compense la suppression de la #TaxeDHabitation ?" #Les4V @telematin



Boris VALLAUD @BorisVallaud · 1 j

Au rassemblement pour la #JournéeMondialeDuRefusdeLaMisère aux côtés de nombreux citoyens, d'@ATDQM, des ONG de solidarité et @Anne_Hidalgo. Les pauvres n'ont pas inventé la pauvreté. 70 ans après la #DUDH, passons ensemble à l'action contre la misère et pour les droits humains.



Députés Socialistes et apparentés @socialistesAN · 17 oct.

Présentation à la presse de la proposition de loi sur le #RevenuDeBase, une initiative de 18 départements que les @socialistesAN et les @senateursPS porteront au Parlement



Le Cormoran



 La légèreté et l'inconséquence de Gérard Collomb ont tranché avec le sérieux, la compétence et la dignité dont fit montre Bernard Cazeneuve au même poste. C'est la différence entre un politicien et un homme d'Etat.

 Marlène Schiappa a récemment dit qu'elle avait trouvé Emmanuel Macron "christique". Mais ce n'est pas M. Benalla qui multipliait les pains ?...

 Juste avant de s'envoler en Arménie pour le sommet de la francophonie, Emmanuel Macron s'est abandonné à un festival de franglais : "Sur le *early*, on a accès à un marché *bullish* qui a disrupté". Avec un tel défenseur, la francophonie n'a pas besoin d'ennemis...

 Selon une étude de Bloomberg, les grandes richesses françaises ont gagné 27,6 milliards de dollars depuis le début de l'année, soit une hausse de 12,2%. Un record mondial ! Il existe donc des strates de la société où Emmanuel Macron conserve une grande popularité !

 Le Parisien raconte qu'un courant "les démocrates insoumis" a voulu se créer pour réclamer plus de débats et de démocratie au sein de la France insoumise. Jean-Luc Mélenchon les a exclus immédiatement. Pour quelqu'un qui considère Nicolas Maduro comme un démocrate respectable, c'est assez cohérent !

 Après la perquisition à son domicile, Jean-Luc Mélenchon s'est écrié avec le sens de la nuance qui le caractérise : "Il n'y a pas un pays au monde où on fait ça !" Dans de nombreux pays, les dictatures tuent leurs opposants. La chance de Jean-Luc Mélenchon, c'est que le ridicule, lui, ne tue pas...

« On parle parfois du changement climatique comme s'il ne concernait que la planète et non ceux qui l'habitent ». Discours du 3 avril 2008 - Ban Ki-Moon

Le Rappel du **Morbihan**

Propriété de la Fédération du PS du Morbihan

■ N°172, publié le 19 octobre 2018 ■

- Directeur de la publication : Maxime PICARD ■ Rédacteur en chef : Kevin ALLENO ■
- Secrétaires de rédaction : les permanents ■ ISSN : 0996-1623 ■ Courriel : fede56@parti-socialiste.fr ■
- Composition, impression : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■

Ont participé à ce numéro :

Kevin ALLENO (Lanester), Émilie DERRIAN CHATARD (Lorient), Sophie HANSS (Lanester), Sarah JORON (Lanester), Jaqueline LANGELIER (Port Louis), Annaïg LE MOËL-RAFLIK (Lanester), Gaëlle LE STRADIC (Lorient), Loïck MERCIER (Questembert), Norbert MÉTAIRIE (Lorient), Jean-Louis MILÈS (Larmor), Estelle PICARD (Lorient), Arnold RACINE (Lorient)